

Ben Ali, Moubarak...Museveni? Les Ougandais voudraient-ils chanter un autre rap?

Sandrine Perrot

► **To cite this version:**

Sandrine Perrot. Ben Ali, Moubarak...Museveni? Les Ougandais voudraient-ils chanter un autre rap?. 2011. hal-01069473

HAL Id: hal-01069473

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01069473>

Preprint submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



BEN ALI, MOUBARAK ... MUSEVENI ?
LES OUGANDAIS VOUDRAIENT-ILS CHANTER UN AUTRE RAP ?

Sandrine Perrot

(Chargée de recherche au CERI-Sciences Po)

À la question d'un journaliste de savoir s'il se sentait nerveux depuis le renversement populaire de Ben Ali, le président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis vingt-cinq ans, répondait fin janvier qu'il ne fallait pas confondre « longévité et performance ». L'Ouganda n'est certes pas la Tunisie de Ben Ali ou l'Égypte de Moubarak. Ni dans son rapport à l'armée, qui reste un solide pilier du régime, ni sans doute par la capacité de mobilisation prolongée de l'opposition. Les sondages et prévisions des analystes convergent pour donner Museveni gagnant à plus de 65 % au prochain scrutin du 18 février 2011. Les cadres du Mouvement de résistance national (MRN), le parti présidentiel, font le pari d'une victoire à plus de 75 %.

Pourtant, malgré les annonces répétées de « big win » de Museveni, ces mêmes cadres abordent cette quatrième candidature du président avec plus de nervosité que d'ordinaire. Depuis plusieurs mois, on assiste, à un recrutement accéléré de nouvelles troupes dans l'armée, qui a commencé à se déployer en région et, plus inédit, dans la police, jusqu'alors délaissée au profit de l'institution militaire. Museveni a confié à l'un de ses proches, le major-général Kale Kahiyura, la tâche de restructurer, former et rééquiper la police. Le président sortant a également nommé son fils, Muhoozi Kainerugaba, à la tête d'une garde présidentielle, élargie et fusionnée en 2009 avec les troupes d'élite des forces spéciales.

Plus inquiétant, le Gouvernement et une partie de l'opposition ont encouragé la formation et le déploiement d'une multitude d'auxiliaires de sécurité locaux, alimentant les craintes d'intimidation voire de violences électorales et post-électorales : on a assisté au recrutement de 18 000 agents de police spéciaux (*Special police constables*) assignés aux bureaux de vote, de 100 agents de prévention du crime (*crime preventers*) par paroisse, pour la plupart armés de simples bâtons, sans compter la nébuleuse plus informelle des milices partisans. Le principal opposant de Museveni, Kiiza Besigye, menace déjà de contester les éventuelles fraudes électorales, non devant la Cour suprême, comme en 2006, mais dans la rue. Et les déclarations répétées de la police et de l'armée qui se disent prêtes à contenir toute forme de violence pendant les élections, résonnent plus, au niveau local, comme une tentative d'intimidation que comme une volonté de maintenir l'ordre et la sécurité.

Le président sortant lui-même n'a pas ménagé sa peine pour infléchir le mouvement d'érosion persistante de son pouvoir (74,3 % des voix en 1996, 69,4 % en 2001 et 59,2 % en 2006). Depuis deux ans déjà, il sillonne le pays, à la faveur de la promotion du National Agricultural Advisory Services (NAADS), un programme de soutien aux petits paysans. À 66 ans, il est le seul candidat à avoir tenu meeting dans 226 circonscriptions en 93 jours. Des stratégies nouvelles de mobilisation ont été élaborées en particulier à l'intention des jeunes nés après la guerre civile de 1981 à 1986 pour qui l'image de « combattant de la liberté » (*freedom fighter*) de Museveni appartient au passé. Il a partagé la scène de certains de ses meetings avec des stars du RnB locales et n'a pas hésité à enregistrer, lui-même, un ancien conte runyankole (sa région d'origine) sur des rythmes hip hop. « Do you want another rap ? » est devenu depuis un tube des discothèques et des téléchargements de sonneries de téléphone portable.

De cette campagne, on retiendra le jaune des T-shirts, des bus et des affiches présidentielles placardées en masse le long des axes principaux, sur les échoppes, les taxis collectifs (*matatus*) et autres taxis-moto (*boda boda*) ; les transfuges, (*crossing*) collectifs et très médiatisés, de l'opposition vers le MRN et plus encore, sans doute, la circulation massive d'enveloppes brunes distribuées en marge des rallyes politiques. Cette campagne présidentielle est certainement la plus coûteuse du régime. Au point que l'abondance des incitations financières et des promesses électorales a contraint le Gouvernement, en début d'année, à demander au Parlement une rallonge budgétaire de 600 milliards de shillings (200 millions d'euros).

Kiiza Besigye n'est pourtant crédité que de 15 % des voix dans des sondages. Ce résultat doit certes être relativisé dans le contexte tendu de la campagne. Reste que le poids de deux défaites électorales consécutives comme ses déclarations électoralistes vantant les

mérites du régime de Idi Amin, lui ont en partie fait perdre le soutien des diplomates. Quant aux partis traditionnels, malgré le renouvellement de leur *leadership*, ils sont bien en peine de restructurer leurs réseaux de mobilisation locale depuis le retour au multipartisme en 2005 et ne font guère le poids face à la machine électorale présidentielle, financée en partie par l'État.

Le recours au clientélisme financier de la part du régime est toutefois révélateur de l'usure idéologique du pouvoir de Museveni et de ses divisions internes. Le président a, en effet, perdu le soutien du royaume du Buganda, la région la plus peuplée du pays. Les motifs de discorde se sont multipliés depuis plusieurs années autour des réformes foncières, du statut du royaume au sein de la République ougandaise, de la violence déployée par le gouvernement pour juguler les émeutes qui ont suivi l'incendie des tombes royales de Kasubi en mars dernier, du projet de loi sur les *leaders* traditionnels et culturels (*Traditional and Cultural Bill*, 2011) et surtout des accusations de favoritisme à l'égard des Banyankole dans la distribution des postes de pouvoir. À l'intérieur même du parti présidentiel, Museveni fait face à la fronde des perdants des primaires du MRN qui se sont présentés en nombre comme candidats indépendants, y compris contre des candidats de leur propre parti. La course à l'éventuelle succession de Museveni a créé de nombreuses tensions parmi les dirigeants du parti dont la hiérarchie historique est bousculée par une génération montante de « mouvementistes » devenus plus impatientes.

Le régime est de toute évidence plus fragilisé et incertain que les sondages et les déclarations des cadres du MRN ne veulent bien le laisser entendre. Le *bis repetita*, à quelques semaines du scrutin, de la tournée électorale de Museveni au Teso, qui ne compte pourtant que 4 % de l'électorat national, ne trompe pas. Chaque voix compte. Museveni a donc suivi les recommandations de ses conseillers, inquiets de l'affluence lors des meetings de Besigye dans cette région de l'Est du pays qui, déjà en 2006, avait basculé dans le camp de l'opposition. Il a ainsi choisi d'y organiser, pour la première fois, les célébrations militaires du *Tarehe Sita*, événement qui marque la prise de Kabamba par les troupes de Museveni le 6 février 1981 et le début de la guerre civile. Et ces mêmes conseillers s'inquiètent aujourd'hui de la mobilisation importante en faveur de l'opposition en Ankole, sa région d'origine et, jusqu'alors, son soutien le plus solide.